



POSTE À POURVOIR

Le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE) est à la recherche de personnes intéressées à se joindre à son équipe pour poursuivre avec passion une vision commune, axée sur la collaboration et sur l'innovation en éducation. Avec près de 18 000 élèves fréquentant ses 38 écoles élémentaires, 9 écoles secondaires et son école pour adultes, le CECLFCE est LE PLUS IMPORTANT RÉSEAU D'ÉCOLES de langue française à l'extérieur du Québec.

SURVEILLANTE OU SURVEILLANT DU MIDI

Le CECLFCE desservant Ottawa et les régions de Pembroke, Brockville, Kingston et Trenton recherche des candidatures pour occuper des fonctions de surveillante ou surveillant du midi sur une base occasionnelle.

Fonctions : assurer la surveillance des élèves le midi pendant la période du repas, ainsi que la surveillance des élèves dans la cour de l'école pendant la période suivant le repas.

- Exigences :**
- avoir 18 ans ou plus;
 - diplôme d'études secondaires ou une combinaison équivalente de scolarité et d'expérience;
 - tact et contrôle de soi en situation difficile;
 - fournir un relevé de ses antécédents criminels;
 - bonne connaissance du français oral.

Salaire : taux horaire incluant les indemnités statutaires: 13,23 \$
Heures : de 1 à 2 heures par jour selon l'horaire de l'école

Veillez consulter la liste des écoles sur le site internet www.ecolecatholique.ca pour connaître les écoles les plus près de votre domicile et les coordonnées pour les rejoindre.

Pour obtenir tous les détails relatifs aux postes susmentionnés, veuillez consulter le site Internet du CECLFCE au www.ecolecatholique.ca à la rubrique « Emplois ». Il est également possible d'obtenir une copie des offres d'emploi à la réception du Centre éducatif du CECLFCE, situé au 4000, rue Labelle, Ottawa (Ontario), entre 8 h et 17 h.

Notre MISSION
« Outiller l'élève pour sa réussite scolaire, son épanouissement personnel, sa citoyenneté et son engagement dans la catholicité et la francophonie. »

Diane Doré
Présidente du Conseil
Lise Bourgeois
Directrice de l'éducation et secrétaire-trésorière du Conseil

Direction des ressources humaines
4000, rue Labelle, Ottawa (Ontario) K1J 1A1
Téléphone : 613-744-2555 ou sans frais 1-888-220-5131
Télex : 613-744-3165
Courriel : drh@ceclf.edu.on.ca

P. A 46
K et 10 Le Droit



POSTES À POURVOIR

Le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE) est à la recherche de personnes intéressées à se joindre à son équipe pour poursuivre avec passion une vision commune, axée sur la collaboration et sur l'innovation en éducation. Avec près de 18 000 élèves fréquentant 38 écoles élémentaires, 9 écoles secondaires et son école pour adultes, le CECLFCE est LE PLUS IMPORTANT RÉSEAU CANADIEN D'ÉCOLES de langue française à l'extérieur du Québec.

INFORMATICIENNE OU INFORMATICIEN SERVICE DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION Dossier 75/07-08

1 poste à terme à 100 % du temps, 12 mois (35 hres/semaine) pour les régions de Kingston, Trenton, Brockville et Merrickville, jusqu'au 31 août 2008

CONCIERGES OCCASIONNELS KINGSTON, TRENTON, BROCKVILLE ET MERRICKVILLE Dossier 76/07-08

COMMIS-SECRÉTAIRE ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE CATHOLIQUE LAURIER-CARRIÈRE Dossier 77/07-08

1 poste régulier à 50 % du temps, 10 mois (17,5 hres/semaine)

Pour obtenir tous les détails relatifs aux postes susmentionnés, veuillez consulter le site Internet du CECLFCE au www.ecolecatholique.ca à la rubrique « Emplois ». Il est également possible d'obtenir une copie des offres d'emploi à la réception du Centre éducatif du CECLFCE, situé au 4000, rue Labelle, Ottawa (Ontario), entre 8 h et 17 h.

Notre MISSION
« Outiller l'élève pour sa réussite scolaire, son épanouissement personnel, sa citoyenneté et son engagement dans la catholicité et la francophonie. »

Diane Doré
Présidente du Conseil
Lise Bourgeois
Directrice de l'éducation et secrétaire-trésorière du Conseil

Direction des ressources humaines
4000, rue Labelle, Ottawa (Ontario) K1J 1A1
Téléphone : 613-744-2555 ou sans frais 1-888-220-5131
Télex : 613-744-3165
Courriel : drh@ceclf.edu.on.ca

Une foire des carrières très réussie à Garneau



par **Florence Bolduc**

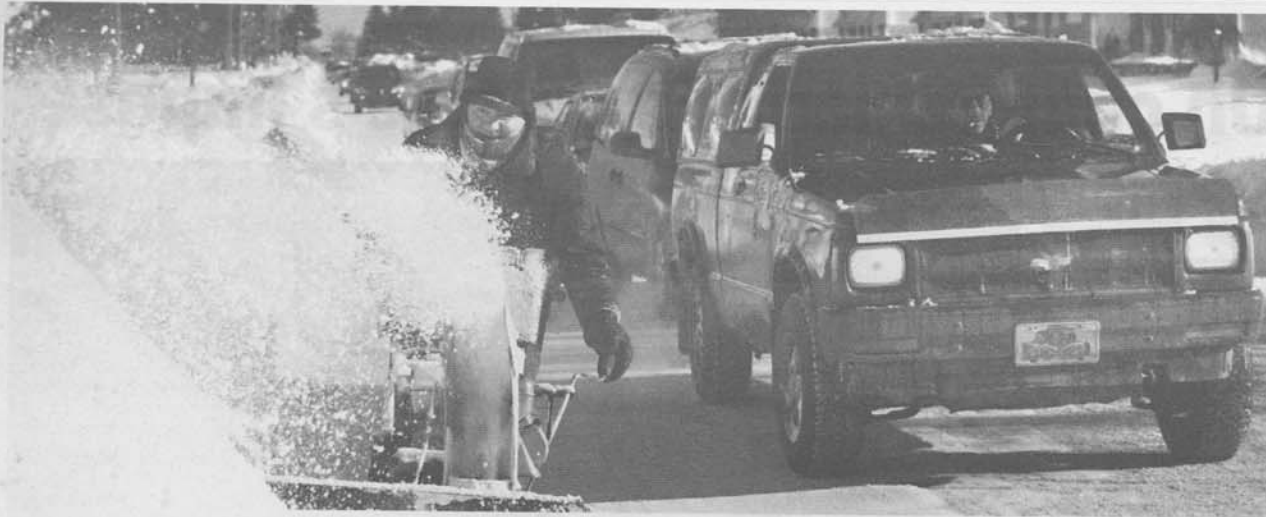
[Voir tous les articles de Florence Bolduc](#)

Article mis en ligne le 13 décembre 2007 à 15:07

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Malgré la température hivernale peu clémente, plus de 35 participants ont récemment participé à une foire des carrières, à l'École secondaire catholique Garneau. Les institutions postsecondaires étaient bien représentées grâce à l'Université d'Ottawa, l'Université Carleton, l'Université de Montréal, La Cité collégiale, le cégep de l'Outaouais, le Collège Algonquin et le Campus d'Alfred de l'Université de Guelph. Plusieurs autres kiosques présentaient également des gens de métiers venus partager leur expérience de travail avec nos jeunes de la 7e à la 12e année. Le succès de cette journée est dû au travail de collaboration entre la classe d'Hôtellerie de Karine Lalumière ainsi que la classe distincte de Mme Latulippe coordonnée par le service d'orientation de l'école. Grâce à leur dévouement, les 1100 élèves de Garneau ont pu poser de nombreuses questions aux différents intervenants et en apprendre davantage sur leurs carrières et les études nécessaires pour l'obtention de diplômes dans leurs domaines professionnels.





MARTIN ROY, LeDroit

La décision des commissions scolaires de ne pas faire fermer les écoles a déplu à plusieurs parents. « Ce matin (hier), les voitures n'étaient pas capables de freiner, alors que des enfants marchaient dans les rues » puisque la plupart des trottoirs étaient impraticables, se désole une mère de famille dont les enfants ont dû se rendre à l'école primaire Saint-Rédempteur, dans le Vieux-Hull.

Les commissions scolaires ont fermé les yeux sur la tempête

Le dangereux chemin de l'école



PATRICK
DUQUETTE
pduquette@ledroit.com

Les écoles de Gatineau ont ouvert leurs portes, hier, malgré des trottoirs bondés de neige. Voitures et écoliers ont été forcés de partager des rues rendues étroites et glissantes par la tempête de la veille.

La décision d'ouvrir les écoles laisse perplexes Nancy Cardinal et Marjolaine Beaulne, dont les trois enfants fréquentent l'école primaire Saint-Rédempteur dans le Vieux-Hull.

« C'est dangereux. Sur la rue Saint-Étienne ce matin, les voitures n'étaient pas capables de

freiner, alors que des enfants marchaient dans les rues. Sans compter qu'on n'a pas vu le brigadier scolaire », a raconté M^{me} Cardinal.

Inquiètes pour leur progéniture, les deux mères ont résolu de venir chercher les enfants à l'école hier midi. Une chance que n'ont pas eue tous les écoliers de ce quartier défavorisé.

À la sortie des classes, hier midi, plusieurs ont pris seul le chemin de la maison, marchant en plein milieu de la rue ou carrément sur les immenses bancs de neige qui encombrent les trottoirs.

« Ce n'est pas logique d'ouvrir les écoles quand il n'y a pas de trottoir. Surtout que dans notre quartier, les trois quarts des

parents n'ont pas de voiture et ne peuvent venir reconduire les enfants à l'école », a dit M^{me} Cardinal.

« La commission scolaire devrait au moins attendre que les trottoirs soient débarrassés aux abords des zones scolaires avant d'ouvrir les écoles! » dit M^{me} Beaulne.

La neige avait cessé

« S'il avait fallu fermer nos écoles en raison de l'absence de trottoirs, rétorque Yvon Landry, secrétaire général de la Commission scolaire des Draveurs, il aurait fallu les fermer pour le reste de la semaine. »

C'est que, faute d'équipement adéquat, les trottoirs de Gatineau ne pourront être débarrassés

avant plusieurs jours. Les bancs de neige sont si hauts que la municipalité doit utiliser des souffleuses de rue pour en venir à bout!

Les autorités scolaires ont pris la décision d'ouvrir les écoles tôt hier matin. La tempête avait alors cessé depuis plusieurs heures, les routes étaient dégagées, les autobus scolaires pouvaient circuler sans problème. Pour les dirigeants des commissions scolaires, les écoles pouvaient ouvrir sans problème.

« Évidemment, s'il avait neigé toute la nuit, on aurait fermé les écoles, comme on l'a fait le 3 décembre dernier », a dit Jocelyn Blondin, président de la CS des Portages-de-l'Outaouais.

La décision des commissions

scolaires a déplu à plusieurs parents.

« Les gens nous ont téléphoné pour nous dire que ça n'a pas de bon sens que les enfants se promènent dans la rue, que les trottoirs ne sont pas déneigés. Mais nous, on fait appel au civisme des gens », dit Yvon Landry de la CS des Draveurs.

Pour éviter tout accident, de nombreux parents ont reconduit leur enfant à l'école, hier, plutôt que le laisser s'aventurer seul dans les rues enneigées.

« Le parent a aussi sa part de responsabilité après une tempête de neige », a repris Yvon Landry. La responsabilité de la commission scolaire débute quand l'enfant met le pied sur le terrain de l'école. »



Le samedi 15 déc 2007

Un enseignant profère des menaces contre ses élèves

[Mario Girard](#)

La Presse

À la suite des menaces qu'il a proférées contre certains élèves, la direction de l'école FACE, à Montréal, a dû renvoyer un jeune enseignant et renforcer ses mesures de sécurité.

«Il s'agit d'un professeur de mathématiques en stage pour quatre mois au secondaire, a confirmé Christine Besson, directrice de l'école FACE. Comme il a eu des paroles menaçantes à l'égard de ses élèves la semaine dernière, l'enseignant qui était responsable de son stage lui a demandé de ne plus revenir.»

Le stagiaire s'est toutefois présenté à l'école lundi dernier. La police l'a arrêté en soirée mardi. Il a été détenu toute la semaine. Hier, un juge devait décider de son sort.

Christine Besson, qui qualifie la situation de «dérangeante», a refusé de donner des détails sur les propos du stagiaire. «Il s'agit d'une situation anormale qui peut mettre la sécurité de mes élèves en danger», s'est-elle contentée d'ajouter.

La direction a immédiatement chargé un agent de sécurité de filtrer les nombreux visiteurs de l'école. «Je peux vous garantir que la présence de ce gardien n'a strictement rien changé à nos habitudes», dit Mme Besson.

Les parents ont été mis au courant de la situation par lettre cette semaine. «Vous savez, ce type de chose se déroule toujours très vite, dit Christine Besson. Après l'embauche de l'agent, nous avons cru bon d'aviser les parents.»

Une année mouvementée

L'école FACE, une école primaire et secondaire à vocation artistique, a connu une période tumultueuse l'an dernier lorsque son directeur, Nick Primiano, a été relevé de ses fonctions. Critiqué par la CSDM pour sa manière trop personnelle de gérer le budget qui lui était alloué, M. Primiano a bénéficié d'un solide appui de la part des élèves et des parents.



Le samedi 15 déc 2007

Un ex-directeur fraudeur enseigne maintenant la morale

[Christiane Desjardins](#)

La Presse

Pour avoir produit de faux bulletins scolaires au nom d'enfants qui ne résidaient même pas au Canada dans le but de tromper les services d'immigration, le fondateur-directeur d'une école musulmane de Saint-Laurent, Mohamad Bilal Jundi, a écopé d'une condamnation avec sursis assortie de 75 heures de travaux communautaires.

En prononçant la sentence cette semaine, au palais de justice de Montréal, la juge Suzanne Coupal a déclaré que les « motifs humanitaires » invoqués par Jundi pour justifier ses gestes ne l'avaient pas du tout convaincue. « L'accusé s'est servi de son statut de directeur d'école; profitant de ce poste en autorité, il a contrefait des bulletins. Ces gestes sont prémédités et répétitifs. L'usage de ces faux documents à des fins d'immigration entraîne nécessairement des coûts sociaux; aussi tromper notre système d'immigration comporte des conséquences sur le processus démocratique établi pour les personnes qui souhaitent émigrer au Canada, allongeant peut-être les délais et, à la limite, pour certaines, les privant d'une immigration souhaitée », a-t-elle noté.

Les faits se sont produits entre 1996 et 2004, alors que Jundi dirigeait l'école Ali Ibn Abi Taleb, qu'il avait fondée en 1993. Profitant de son statut dans cette école en partie subventionnée par l'État, il a produit de faux bulletins pour des enfants de quatre familles qui ne résidaient pas au Canada et qui ne fréquentaient donc pas son institution. Les familles ont utilisé ces documents pour faire croire au ministère de l'Immigration qu'elles résidaient au Canada depuis quelques années, afin d'accélérer l'obtention de leur citoyenneté ou de leur statut de résident permanent. Au départ, la preuve recueillie par la GRC faisait valoir que le directeur Jundi avait fabriqué environ 200 faux documents entre 1996 et 2004, pour lesquels il avait obtenu rémunération. Jundi a affirmé qu'il n'avait pas obtenu de bénéfices personnels et qu'il avait agi par compassion. Au bout du compte, il a plaidé coupable à des accusations de fabrication de faux documents et d'usage de documents contrefaits, crimes qui sont passibles d'une peine maximale de 10 ans d'emprisonnement. L'homme de 48 ans a démissionné de son poste de directeur depuis que l'affaire a éclaté, mais il est resté à l'école, où il enseigne maintenant la religion et la morale.

Quant aux familles qui ont eu recours à ce subterfuge, seul un couple a été accusé: il s'agit de Laudy Nohra et Bechara Milan, qui ont été accusés sous 36 chefs de fraude et d'utilisation de faux documents. Résidant toujours au Liban, ils ont plaidé coupable à six des chefs et ont obtenu une absolution inconditionnelle en décembre 2006, après avoir versé 12 000\$ à la Fondation de l'hôpital de Verdun. Leur stratagème était le suivant: possédant une carte de résident permanent, ils affirmaient habiter à Montréal et donnaient comme résidence l'adresse d'un membre de leur famille. Ils soutenaient, faux documents à l'appui, que leurs quatre enfants fréquentaient l'école Ali Abi Taleb. En réalité, ils vivaient la majeure partie de l'année au Liban et ne venaient au Canada que très occasionnellement.



Tuesday » December
18 » 2007

Grad students not happy at Ottawa schools: survey Carleton, U of O trail other universities; many regret choice

Pauline Tam

The Ottawa Citizen

Tuesday, December 18, 2007

Graduate students at Ottawa's two largest universities are a cranky bunch, according to an opinion survey that, for the first time, provides a glimpse into how master's and PhD students view the quality of their education.

The survey, obtained by the Citizen, shows the University of Ottawa and Carleton trail other Canadian institutions on a number of fronts, including what students perceive as the less-than-stellar "intellectual quality" of their professors and fellow students -- a description university officials are quick to dismiss.

At both universities, the overall satisfaction rates among graduate students were lower than provincial and national averages, although the gap was wider at the University of Ottawa than at Carleton.

What's more, students at Ottawa universities were more likely to regret their choice of schools and less likely to recommend their institution to a prospective student.

The findings come from the Canadian Graduate and Professional Student Survey that earlier this year surveyed thousands of master's and PhD students on impressions of their schools.

About one-third of all postgraduates at Carleton and the U of O responded to the survey. The majority were women, reflecting a nationwide trend toward the feminization of graduate education as women outnumber men on Canadian campuses.

Indeed, in a sign that women are an emerging force in graduate schools, the survey identified course scheduling and conflicting commitments between work and finances as obstacles to academic progress for a majority of graduate students.

Officials at both universities suggest those complaints could be linked to the growing number of women entering graduate studies who juggle family responsibilities with academic work.

"It's certainly worth a closer look to determine whether we're doing all we can to support our female graduate students," University of Ottawa vice-president Bruce Feldthusen said.

The study tracks how well universities equip graduate students with research and teaching skills as well as job-ready skills in a variety of professions.

Universities across Ontario and 13 of the country's leading research universities participated in the survey.

Carleton and the University of Ottawa took part for the first time.

The survey suggests both universities could do more to support graduate students as junior academics.

At the University of Ottawa, that means giving students the skills to be better researchers and providing more training when it comes to leading seminars and publishing articles.

At Carleton, it means providing more opportunities for teamwork and collaboration, more chances to develop job-ready skills and more training as teaching assistants.

Both universities reject the study's criticisms about the intellectual quality of professors and students, suggesting imperfections in the questionnaire may have exaggerated those results.

John Shepherd, Carleton's dean of graduate studies and research, welcomed the survey as a wake-up call, saying it gave the university a basis for making changes to student services.

"We were already aware of some of the issues that have been identified in the survey and we're already doing something about them," he said.

In particular, Carleton has introduced a program to match graduate students working as teaching assistants with mentors that will coach them on classroom etiquette.

In an effort to equip more students with job-ready skills, Carleton has also expanded its co-op program to allow master's students in political science and public administration opportunities to do work terms, giving them a feel for prospective public service careers.

Mr. Shepherd says the university is also making an effort to address the isolation of PhD students, many of whom struggle to finish their research projects with little support from professors and the university community.

Mr. Feldthusen says the University of Ottawa plans to look at the survey results more closely before drawing up an action plan.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.